

LE 20 MARS 1871 ET JOURS SUIVANTS (1) ...

Pour moi, mon parti est pris.

La Révolution déterminée par un X, est à l'Hôtel-de-Ville; la réaction, sous des formes trop connues depuis 1848, va siéger à Versailles, ayant déjà fait ses preuves à Bordeaux. Il n'y a plus d'hésitation possible. Tout socialiste révolutionnaire doit son concours au Comité Central.

C'est dans ces dispositions que j'ai rencontré ce matin Vermorel à l'angle du faubourg et du boulevard Montmartre.

«Eh bien, me dit-il, que pensez-vous de tout cela?... Quel gâchis!».

«Oui, vrai gâchis en effet, si vous parlez de l'état d'esprit de nos républicains qui, comme l'âne de Buridan, s'apprêtent à laisser mourir la République entre Versailles et l'Hôtel-de-Ville. Quant au Comité Central il me semble marcher dans la vraie voie».

«Ainsi, vous donnez raison à celui-ci?».

«Sans aucun doute».

«C'est en effet la seule force qui reste à la République, et, comme vous, je trouve qu'on s'y doit rallier. Aussi vais-je faire paraître un journal dès ce soir en ce sens. En êtes-vous?».

«Je ne suis pas journaliste, vous le savez. Il faut du talent... ou de l'aplomb, et je ne possède ni l'un ni l'autre. Quel sera le titre de votre journal?».

«L'Ordre».

«Que le diable vous emporte, mon cher! Vous serez donc toujours le même! Choisir un pareil titre!

«Mais j'entends bien prouver aux Parisiens que nous représentons l'ordre».

«Allez au diable! Votre journal sera mis en pièces sans qu'on se donne même la peine de le lire».

Dans cette même journée, quelques membres du comité de la Corderie, maintenant fondu dans celui de la Garde nationale, se sont réunis pour causer de la situation.

J'y rencontre Briosne, Vallès, Theisz, Pierre Denis, Th. Ferré, Dumont, Dupas, Vaillant, Camélinat et Beslay; Armand Lévy s'y trouve également, mais nous l'invitons à se retirer, tenant absolument à n'avoir aucune relation avec ceux qui se sont livrés sous l'Empire aux maquignonnages ayant pour but de rallier les socialistes à Badinguet.

Bientôt arrive Malon, revenant de Bordeaux. Il nous apporte ses impressions de voyage. Elles ne sont pas gaies.

(1) Titre de l'extrait choisit par *Anti.mythes*.

Il est persuadé que, malgré le mépris qu'a déjà soulevé contre elle l'Assemblée des ruraux, la province n'appuiera pas le mouvement. La province redoute avant tout la reprise de la guerre dont elle ne veut à aucun prix. De grands malheurs sont à craindre.

En nous racontant ces choses, l'émotion le gagne à ce point qu'un sanglot le force à s'interrompre.

Malgré ces sombres prévisions, comme la situation - voulue et amenée par le gouvernement de Thiers et consorts - ne peut plus être évitée et que la République en peut mourir, le mieux, nous semble-t-il, est d'y faire face.

Nous décidons en conséquence d'appuyer le Comité central de toutes nos forces.

Une délégation est nommée pour porter cette résolution à l'Hotel-de-Ville.

Elle a aussi pour mission de demander la mise en liberté du général Chanzy, arrêté au moment où il se rendait à la gare Montparnasse pour gagner Versailles. Il demeure entendu d'ailleurs que, contre la mise en liberté, le général donnera sa parole de n'accepter aucun commandement militaire contre Paris.

C'était la première fois que je rentrais à l'Hôtel-de-Ville depuis le 31 octobre. Je pouvais croire que j'étais au soir de cette même journée. L'escalier, les cours, les galeries sont remplis d'hommes armés. Le coup d'œil est des plus pittoresques.

Reconnus par plusieurs fédérés, nous sommes vite introduits dans la grande salle où, calmes, résolus, les membres du Comité central nous accueillent en amis.

Ils se doutent des motifs de notre visite et nous remercient chaleureusement de notre adhésion.

Ils nous promettent d'élargir Chanzy aussi promptement que possible, comprenant bien tout ce qu'aurait d'insolite, dans les circonstances actuelles, le maintien de l'arrestation d'un des rares généraux qui aient fait leur devoir contre l'ennemi.

Comme je l'en avais prévenu, Vermorel a fait un fiasco complet avec son journal.

Sur son seul titre, les crieurs étaient assaillis de quolibets. On leur achetait la feuille, mais pour la lacérer et la fouler aux pieds.

Depuis 1848, notamment, il n'est de bassesses, de trahisons, de crimes qui ne se soient abrités derrière l'Ordre.

Dès qu'un homme parle d'ordre, on regarde de tous côtés pour s'assurer qu'on ne sera ni vilipendé, ni traîtreusement assailli. C'est au nom de l'ordre qu'on emprisonne, qu'on déporte, qu'on pend, fusille, guillotine ceux qui tentent de mettre fin aux brigandages de tout genre dont vivent, depuis des siècles, les gouvernants aux dépens des gouvernés.

Aussi ne comprend-on que trop la répulsion et les méfiances qu'inspirent ceux qui emploient ce mot justement exécré dans son acception politique.

Après l'apparition du deuxième numéro de son journal je rencontre Vermorel, découragé de l'insuccès de sa tentative insensée.

«Je pars ce soir, me dit-il. Adieu donc, et pour tout de bon cette fois... Le temps d'aller embrasser ma mère et je m'embarque pour l'Amérique. Je n'ai rien à faire dans ce gâchis... Je n'y puis rien... Je ne sais vraiment pourquoi j'y piétinerais plus longtemps».

Pauvre Vermorel! Cet échec le met hors de lui. Il me semble pourtant qu'il ne fallait pas une grande perspicacité pour le pressentir.

Le Gaulois, qui tient avec *le Figaro* la tête de la réaction dans la presse policière, a trouvé un petit truc pour tenter, lui aussi, d'amoindrir l'importance du Comité Central.

La preuve que ce Comité ne représente rien, dit-il, c'est qu'il est abandonné non seulement des républicains les plus avérés, mais encore des socialistes, dont pas un parmi les plus connus ne figure à l'Hôtel-de-ville.

Moins pour contredire *le Gaulois* dont nous ne nous soucions guère, que pour accentuer encore notre précédente adhésion au Comité Central, nous saisissons l'occasion du prochain scrutin auquel vont être convoqués les électeurs - malgré l'opposition qu'y font les journaux prétendus républicains - pour adresser aux Parisiens un appel dans lequel nous les adjurons de constituer par leur vote une représentation municipale ramenant dans Paris la sécurité que n'a pu lui procurer aucun des gouvernements autoritaires qui l'ont opprimé jusqu'ici.

Cet appel est signé: Ch. Beslay, Briosne, Baux, H. Bocquet, Bedouche, A. Breuillé, Chalvet, Camélinat, Ch. Dumont, P. Denis, Th. Ferré, Hamet, A. Lyas, G. Lefrançais, C. Martin, E. Pottier, Ch. Rochat, Régnier, Thélidon, Theisz, Vaillant et J. Vallès.

Il ne sera pas dit que ceux qui, depuis 1868, ont repris la campagne socialiste révolutionnaire, abandonnent les citoyens qui tiennent ferme en mains, à l'Hôtel-de-Ville, le drapeau du peuple, le drapeau de la Révolution sociale, sous l'hypocrite prétexte que ces citoyens sont des inconnus.

Successivement évincés de leurs mairies respectives par les délégués du Comité central, les maires et adjoints des quartiers réactionnaires se sont groupés autour de Tirard, le maire du deuxième arrondissement, qui s'est proclamé chef de la résistance à la Révolution.

Ce monsieur a accumulé dans sa mairie des mitrailleuses et des munitions.

Il a promu, comme commandant en chef de ses bataillons, un sieur de Quevauvilliers, chemisier de la rue Richelieu, bonapartiste avéré. Il est assisté de son adjoint Chéron, membre de la Société des «*Défenseurs de la République*» et du nommé Héliçon, ex-membre de l'Internationale, suspecté depuis longtemps, par ses anciens camarades, d'attaches policières sous l'Empire.

Tels sont les lieutenants de Tirard, ce moderne preux de l'armée de l'ordre.

Les prétentions de ces messieurs devenant gênantes, le Comité central finit par y mettre ordre.

Après une proclamation assez raide des citoyens Eudes et Duval, chargés de prendre possession des mairies récalcitrantes du premier et du deuxième arrondissements, celles-ci sont occupées sans la moindre résistance de la part des matamores qui s'en étaient faits les gardiens.

C'était la dernière carte de la réaction, après la ridicule échauffourée des membres du *Jockey-Club* à la place Vendôme.

Paris est donc maintenant tout entier à la Révolution.

Mais on a laissé passer le moment d'occuper Versailles.

L'Assemblée et le gouvernement s'y sont réunis et peuvent y organiser une plus sérieuse résistance que celle des Tirard et consorts. C'est un grand malheur. Irréparable peut-être.

Que la responsabilité en retombe entière sur les maires de Paris et sur les députés de la Seine qui, par leur misérable conduite durant une semaine ont fait perdre un temps précieux aux forces révolutionnaires groupées à l'Hôtel-de-Ville.

Gustave LEFRANÇAIS.